

**CONFERENCE DE PRESSE CONJOINTE
DE M. JACQUES CHIRAC,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE,
MME ANGELA MERKEL,
CHANCELIERE
DE LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE
ET DE M. LECH KACZYNSKI,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE POLOGNE,
A L'ISSUE DE LA 7EME RENCONTRE TRIPARTITE
"TRIANGLE DE WEIMAR"
- PROPOS DE M. JACQUES CHIRAC -**

(Mettlach, 5 décembre 2006)

Mesdames, Messieurs, je voudrais d'abord remercier les journalistes allemands, polonais et français qui sont présents aujourd'hui pour cette réunion du Triangle de Weimar. Je suis particulièrement heureux de cette septième rencontre, à Mettlach, avec la chancelière et le président Lech Kaczyński. Je voudrais remercier chaleureusement, en notre nom à tous, la Sarre, ses habitants, et aussi son ministre-président, M. Peter Müller pour son accueil, auquel nous avons été très sensible.

Cette rencontre marque le XV^{ème} anniversaire du Triangle de Weimar. Dans l'Europe, ce Triangle de Weimar a toute sa place, une place importante pour dégager les compromis nécessaires pour ce qui concerne les institutions et les politiques de l'Europe, mais aussi pour conforter le rôle de l'Union européenne dans le monde d'aujourd'hui. Pour développer des politiques innovantes dont l'Europe a besoin : je pense, en particulier, aux politiques concernant l'énergie et la recherche.

Notre rencontre revêt une importance particulière parce que nous sommes à la veille du prochain Conseil européen et, à la veille de la présidence allemande de l'Union européenne, qui aura une importance considérable. Présidence allemande au succès de laquelle, aussi bien le président polonais que moi-même, espérons bien apporter une contribution très positive.

Nous avons tout d'abord identifié un certain nombre de domaines clefs, notamment la politique de voisinage. Nous avons clairement réaffirmé qu'un accord de voisinage entre l'Union européenne et l'Ukraine est dans la nature des choses, une nécessité. Nous avons évoqué la défense européenne et l'armement. Nous allons développer notre coopération au sein de l'Agence européenne de l'armement. Nous avons décidé de créer un groupement tactique composé de troupes polonaises, allemandes et françaises d'ici à 2012. Nous sommes enfin tout à fait déterminés à poursuivre nos coopérations dans les pays tiers, à l'exemple de notre action commune en République démocratique du Congo, mais aussi au Liban ou en Afghanistan.

Nous avons évoqué les questions de coopération industrielle et d'innovation où nos actions peuvent être conduites au niveau de nos collectivités locales, grâce à une coopération plus affirmée entre nos pôles de compétitivité.

Nous avons également décidé d'approfondir la concertation entre nos trois pays dans la perspective de la présidence allemande, qui sera si importante pour l'Europe. Nous avons bien entendu évoqué l'avenir institutionnel de l'Union, au moment où l'Europe s'apprête à célébrer

le cinquantième anniversaire du Traité de Rome. Là encore, l'Allemagne aura un rôle tout à fait déterminant.

Nous avons discuté de l'élargissement. J'ai notamment rappelé l'importance d'une décision du Conseil européen en ce qui concerne la Turquie. Nous sommes d'accord pour tirer les conséquences de l'absence de progrès sur le protocole d'Ankara. Nous regrettons cette absence de progrès, mais nous voulons une décision positive et encourageante pour faire évoluer les choses.

Nous avons également discuté de la situation des Balkans occidentaux et notamment de la Serbie. Nous avons besoin de la Serbie, comme la Serbie a besoin de l'Europe. Il est essentiel que la Serbie accepte de coopérer sans réserve avec le Tribunal pénal international. Mais il faut également tenir compte de l'évolution de ce pays et de ce peuple.

Nous avons abordé les relations avec la Russie. Nous souhaitons que les négociations sur le futur cadre des relations Union européenne-Russie puissent être lancées très prochainement et que la question de l'embargo sur les viandes puisse être réglé rapidement.

Enfin, nous avons discuté des sujets d'actualité internationale, notamment le Proche-Orient. Une implication forte de l'Europe nous a paru absolument nécessaire pour favoriser les évolutions indispensables au Proche-Orient.

S'agissant du Liban, nous avons clairement indiqué que nous voulons que soient respectées, par tous, l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité du Liban. Nous soutenons le gouvernement présidé par M. Siniora et la majorité, démocratiquement élue, que préside M. Saad Hariri. Nous nous mobilisons également pour la reconstruction du Liban. Nous ferons les efforts nécessaires, dans les semaines qui viennent, pour, concrètement, aider collectivement le Liban à redresser sa situation économique et financière.

Nous appelons toutes les forces politiques libanaises à agir pacifiquement, dans le respect des institutions libanaises, comme il se doit pour un grand pays et un grand peuple, dans un esprit de dialogue national. Seul ce dialogue permettra de trouver une solution aux problèmes ou aux affrontements qui ont tendance à se développer aujourd'hui, au détriment de tous les Libanais.

Q - Le président Kaczynski vient de s'exprimer très clairement sur le souhait d'une adhésion future de la Turquie. Vous-même Madame la Chancelière, vous avez fait la proposition de cette clause de rendez-vous, et je pense que vous en avez parlé avec le président de la République française. Est-ce que vous pensez que c'est une bonne procédure, et est-ce que vous pensez que vous trouverez la majorité, voire l'unanimité, au Conseil européen à Bruxelles ?

(...)

R - Je vous confirme que la position de la France est exactement celle que vient d'exprimer la chancelière. Nous avons la même position, français et allemands, sur ce problème. Et je crois comprendre que la position polonaise n'est pas très éloignée de la notre.

Q - Est-ce que vous avez déjà parlé, ou est-ce que vous allez parler de l'affaire Litvinenko ? Est-ce que vous avez des inquiétudes quant aux autres opposants au régime russe ?

(...)

R - Je n'ai rien à ajouter, si ce n'est que ces événements sont à la fois dramatiques et très inquiétants. La Russie, puisqu'elle a été mêlée directement, ou indirectement, à ces affaires, doit apporter une coopération parfaitement transparente. Je fais confiance à la police britannique, qui est une police compétente et bien organisée, pour pouvoir éclairer les drames que nous venons d'évoquer./.

(Source : Site Internet de la présidence de la République)

Quelle / Source / Źródło: https://basedoc.diplomatie.gouv.fr/exl-php/util/documents/accede_document.php?1650548435196 (Accessed 21 April 2022)